

La mafia des vérificateurs de faits composée de Correctiv, DPA, NewsGuard & Co. est exposée à de forts vents contraires

par Norbert Häring,* Allemagne



Norbert Häring
(Photo mad)

«NewsGuard», présumé être un prestataire de services important pour la campagne de censure des gouvernants contre les médias indépendants et critiques, se voit confronté aux Etats-Unis à une enquête parlementaire qui doit

clarifier les relations de l'entreprise avec le gouvernement et la gestion des conflits d'intérêts. Les fameux «vérificateurs de faits» ressentent également un vent contraire violent.

NewsGuard est une organisation américaine fondée en 2018 et dirigée par d'anciens éditeurs et rédacteurs en chef du «Wall Street Journal», de Reuters, d'AP et du «Chicago Tribune», qui établit des listes négatives de sites Internet prétendument non fiables. Le terme «non fiable» est généralement synonyme de «critique envers le gouvernement».¹

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé en 2022 qu'elle collaborait avec NewsGuard Technologies «afin d'obtenir les dernières tendances en matière de désinformation et de déterminer quels sites et comptes les diffusent».² NewsGuard met à disposition des plateformes de médias sociaux et de recherche pertinentes les données sur la désinformation collectées pour l'OMS sous forme électronique. Selon les indications de l'OMS, ces plateformes sont volontiers disposées à supprimer les contributions contestées par l'OMS.

On ne sait pas si et dans quelle mesure NewsGuard est également intervenu pour le compte du gouvernement américain et d'autres gouver-

nements, afin de supprimer les contenus qui ne conviennent pas. Une enquête de la House Oversight Committee du Congrès américain doit faire la lumière sur ce mystère. Selon un rapport du magazine Reclaim the Net,³ l'entreprise a été priée de remettre à la commission tous les documents relatifs aux contrats avec le gouvernement, ainsi qu'à la gestion des conflits d'intérêts et de ses propres erreurs.

Cette décision fait suite à des plaintes déposées entre autres par The Daily Wire, The Federalist et l'Etat du Texas, qui attaquent le fait qu'une entreprise subventionnée par le gouvernement à hauteur de 750 000 dollars évalue la «fiabilité» des médias critiques à l'égard du gouvernement et que les plateformes de médias sociaux en fassent la base de leurs mesures de censure.

Des vérificateurs de faits sous pression

Le fait que 130 organisations de vérification de faits de 80 pays se soient récemment réunies à Sarajevo en Bosnie pour leur onzième «conférence mondiale» montre bien l'ampleur de la lutte organisée par les gouvernants contre la soi-disant désinformation, c'est-à-dire contre les critiques à leur égard. C'est ce qui ressort d'un communiqué de presse du Poynter Institute for Media Studies en Floride.⁴ C'est auprès de ce dernier que convergent les fils du réseau international des vérificateurs de faits.

Poynter a fondé en 2015 l'International Fact-Checking Network (IFCN), auquel ont adhéré en peu de temps un grand nombre des principales agences de presse et maisons d'édition internationales. En Allemagne et en Autriche, les principales agences de presse DPA et APA ainsi que le «collectif de recherche» Correctiv, proche du gouvernement, en sont notamment membres. Le réseau est notamment financé⁵ par le Département d'Etat américain, la National Endowment for Democracy (NED), la Omidyar Network Foundation, la Bill & Melinda Gates Foundation, Open Society Foundations, Google et Facebook. Un vérificateur de faits souhaitant obtenir des contrats lucratifs

* Norbert Häring est un journaliste économique allemand. Depuis 2002, il est rédacteur en sciences économiques au Il a également publié plusieurs livres, notamment sur le thème de la politique monétaire.

avec les plateformes de médias sociaux pour proposer des contenus à censurer doit obtenir une licence de l'IFCN.

Le plus beau, c'est que le communiqué de presse révèle également à quel point ces prestataires de services de censure des gouvernants sont désormais sous pression en raison de leur activité perfide. Le titre dit ceci:

«Les vérificateurs de faits du monde entier proposent une «Déclaration de Sarajevo» lors de la conférence GlobalFact 11, dans laquelle ils qualifient la vérification des faits de liberté d'expression et non de censure.»

Ne jamais qualifier de censure la vérification de faits

La vérification de faits ne devrait jamais être qualifiée de censure, même si les gouvernants paient pour cela, a déclaré un représentant. Dans la déclaration rédigée par le Poynter Institute, les 130 organisations signataires, dont DPA, APA et Correctiv, déplorent:

«Ces dernières années, des vérificateurs de faits ont été attaqués en tant que censeurs en ligne, et après de telles attaques, ils ont été insultés et harcelés. De telles réactions sont injustifiées. La censure permet de supprimer des informations. [...] La vérification de faits n'a pas pour but de supprimer ou d'éliminer des messages, mais de les préserver en tant que partie du débat public tout en fournissant les preuves nécessaires pour que ce débat soit mené en connaissance de cause.»

L'argument spécieux des prestataires de services de censure pour expliquer pourquoi ce qu'ils promeuvent n'est pas de la censure réside uniquement dans le fait que les messages qu'ils critiquent ne sont généralement pas supprimés. La critique de la censure se réfère toutefois au fait que les plateformes de médias sociaux mises sous pression par les gouvernements ont conclu des contrats (lucratifs) avec les vérificateurs de faits, selon lesquels les textes ou vidéos critiques à l'égard du gouvernement qui sont pris pour cible sont massivement limités dans leur diffusion.

Ce fait inconfortable n'est que brièvement et hypocritement suggéré comme suit: «Les fausses affirmations ne devraient pas être récompensées par la popularité et la viralité.» Il n'y a cependant pas de différence fondamentale, mais seulement une (assez petite) différence de degré entre la suppression d'une contribution et la restriction massive de sa diffusion. Lorsque

ceux qui déterminent ce qui est vrai reçoivent de l'argent du gouvernement et acceptent les déclarations des autorités comme preuve de la vérité, comme le font régulièrement les vérificateurs de faits, il s'agit en effet de censure dans l'intérêt du gouvernement.

Les vérificateurs de faits en tant que victimes

Les dits vérificateurs de faits se plaignent amèrement d'être poursuivis en justice par les victimes de leurs efforts de censure dans le monde entier – et en particulier aux Etats-Unis. (Le Poynter Institute, avec ses sponsors aux moyens financiers importants, les aide à se défendre). Les procédures judiciaires auraient conduit les scientifiques à limiter leur travail de vérification des faits pour «améliorer les procédures électorales».

En 2020, le processus électoral présidentiel américain a été «amélioré», entre autres, par la *censure sur les médias sociaux*,⁶ peu avant l'élection, d'un rapport du *New York Post* sur le contenu très embarrassant d'un ordinateur portable du fils de *Joe Biden*, qui n'avait pas été repris par d'autres médias parce qu'il s'agissait soi-disant d'une désinformation provenant de Russie. Ce n'est que longtemps après les élections remportées de justesse par Biden que les grands médias ont rapporté que l'ordinateur portable était authentique et que la Russie n'était apparemment pas impliquée.

Correctiv a également de plus en plus affaire aux tribunaux. Tout d'abord, Correctiv s'est vu *interdire de répéter de fausses affirmations*⁷ sur le spécialiste du droit public *Ulrich Vosgerau* dans le cadre de la rencontre dite de Postdam des critiques de droite sur l'immigration, puis, en mars, le chef de Correctiv *David Schraven* s'est vu interdire par la justice *de répéter le mensonge diffusé par la FAZ*,⁸ que lors de ce jugement, le tribunal de Hambourg aurait confirmé le compte rendu de Correctiv sur la rencontre comme étant une «vérité procédurale».

Conclusion

La perte de confiance des citoyens envers les gouvernants en raison de leurs excès liberticides en matière de Covid, d'immigration, de propagande sur le climat et la chaleur, de politique de genre, de «lutte contre la droite» et de bellicisme est dramatique. Il est d'autant plus important pour eux de veiller à ce que la critique du gouvernement dans les médias sociaux soit limitée par la censure.

Presque plus personne ne fait confiance aux vérificateurs de faits qui entourent la propagande gouvernementale d'une barrière de protection. Mais les plates-formes exécutent leurs missions de censure et les journalistes des agences de presse et des stations de radio/TV doivent se conformer, qu'ils le veulent ou non, aux jugements des vérificateurs de faits des DPA, ARD et autres, tous sous contrôle gouvernemental. Cependant, avec l'opinion publique, la jurisprudence des tribunaux change peu à peu.

Il ne faut toutefois pas s'attendre à ce que les tribunaux ou un nouveau gouvernement aux Etats-Unis, la mère patrie des vérificateurs de faits, mettent fin au malaise des vérificateurs de faits dans son ensemble. La fonction centrale des vérificateurs de faits, qui consiste à supprimer les critiques de la politique de l'OTAN et les informations gênantes pour celle-ci, ne sera pas limitée par une administration Trump ou par les tribunaux.

Source: <https://norberthaering.de/propaganda-zensur/newsguard-congress/>, 30 juin 2024

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹<https://norberthaering.de/propaganda-zensur/newsguard-steinhoefel/>

²<https://norberthaering.de/propaganda-zensur/who-soziale-medien/>

³<https://reclaimthenet.org/house-oversight-committee-targets-newsguards-media-influence>

⁴<https://www.poynter.org/fact-checking/2024/worlds-verificateurs-des-faits-issue-sarajevo-statement-supporting-fact-checking-as-free-speech-not-censorship-at-global-fact-11-conference/>

⁵<https://www.poynter.org/international-fact-checking-network-transparency-statement/>

⁶<https://norberthaering.de/propaganda-zensur/new-york-post-biden/>

⁷<https://justiz.hamburg.de/gerichte/oberlandesgericht/gerichtspressestelle/unterlassungsantrag-gegen-correctiv-berichterstattung-nur-teilweise-erfolgreich-635106>

⁸<https://apollo-news.net/potsdam-treffen-correctiv-chef-schraven-raeumt-falschbehauptung-ein/>